

L' HISTOIRE URBAINE DE LA FRANCE AU XVIII^e
SIECLE VUE PAR UN HISTORIEN RURAL

Par

MONSIEUR EMMANUEL LE ROU LADURIE

Collège de France

Resumé de l' Intervention

J'envisagerai de façon successive les divers aspects de l'urbanisation française au XVIII^e siècle : elle me paraît simultanément vigoureuse, traditionnelle et même (à sa manière) archaïque.

* * *

Je voudrais parler aujourd'hui de l'histoire urbaine de la France au XVIII^e siècle; j'ai essayé de me recycler sur ce sujet depuis quelque temps, bien que mes principales préoccupations au cours du dernier quart de siècle aient concerné l'histoire rurale (d'ou le titre du présent exposé). On pourra me reprocher mon incompetence. On admettra cependant que mon regard puisse avoir une certaine fraîcheur : la ville vue de la campagne, en quelque sorte. De toute manière, d'importantes recherches ont été effectuées à ce propos, et l'intéressant ouvrage de DEYON sur Amiens au XVII^e siècle n' a été de ce point de vue qu'un début, du reste superbe, ou un pierre d'attente. Parmi les travaux récents ou relativement récents qui ont compté, il faut citer bien sur les thèses de PERROT sur Caen et de GARDEN sur Lyon au XVIII^e siècle, et aussi celle de Charles CARRIERE sur Marseille, même si elle ne touche que partiellement l'histoire urbaine

proprement dite. Rappelons aussi le travail plus impressionniste, mais toujours intéressant d'Arlette FARGE sur les rues de Paris, qui s'est prolongé (par ailleurs) en collaboration avec A. ZYSBERG;

Puisqu' il est impossible de parler de tout, ma communication se concentrera sur les questions de la croissance, de la tradition et de la modernisation en ce qui concerne ces villes françaises du XVIII^e siècle.

Et d'abord en ce qui concerne les problèmes de la croissance, ou simplement (pour commencer) l'accroissement de la population de ces villes : je me référerai sur ce point aux chiffres donnés par l'INED (voir l'excellent petit livre de DUPAUIER sur la population de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles). Selon ces chiffres la population des localités de plus de 2000 habitants, c'est-à-dire des villes, peut avoir représenté quelque chose comme 16 % de notre population globale de 23,5 millions d'habitants vers 1725. Vers 1789, après 65 années d'accroissement plus ou moins régulier, ce pourcentage peut s'être élevé à 19 % (sur 29,5 millions d'habitants). En d'autres termes, un Français sur cinq vivait dans ce qu'on peut appeler une ville, fut-elle petite, à la veille de la Révolution française. Accroissement relatif de +4 % en ces deux tiers de siècle. Cependant n'oublions pas que notre Population totale, «urbaine plus rurale» s'était elle aussi accrue de 1725 à 1789. Le premier chiffre était de 23.450.000 habitants en 1725. Le second de 29,5 millions en 1789. Compte tenu de ces chiffres, l'accroissement total de la population urbaine peut avoir été de +42 %, ou selon d'autres chiffres +45 % pendant la période 1725 - 1789. Il y avait moins de 4 millions de «citadins» en 1725 (en fait 3.752.000); il y en avait plus de cinq millions (5.320.000) en 1789. Après 1789, et spécialement après 1793, la croissance démographique urbaine sera plus ou moins interrompue pendant 15 ans notamment dans les grandes villes, à cause des effets négatifs de l'agitation et surtout des guerres, en ce qui concerne des activités typiquement citadins comme le grand commerce et certains types d'industrie. Mais ce ralentissement révolutionnaire et peut-être napoléonien sort du cadre du présent exposé. D'un autre côté, et pour en rester à la période qui m'intéresse, la croissance démographique urbaine a été inégale et quelque fois ralentie même pendant l'époque proprement dite de l'expansion du XVIII^e siècle. Dès 1720, la peste de Marseille a été une catastrophe pour au moins cinq villes méridionales: Marseille, Toulon, Aix-en-Provence, Arles et Avignon. Leur croissance démographique vraie fut paralysée après 1720 par le fait qu'il leur fallait d'abord se relever de leurs énormes pertes (50 % de l'effectif humain tué par la peste à Marseille) avant même qu'elles

pussent songer à croître en termes absolus. Autre aspect des choses: certaines villes qui n'étaient par des plus dynamiques, ainsi Caen, ont cessé de croître après 1775, quand la crise économique pré-révolutionnaire chère à Ernest Labrousse eut commencé à faire sentir ses effets. D'autres villes, les plus stagnantes, ne se sont pas développées du tout au XVIII^e siècle: ainsi Aurillac et Angers. Le contraste, en l'occurrence, était très marqué avec les villes dont la croissance était la plus forte comme Bordeaux: la population bordelaise, de façon ininterrompue est en effet passée de 45 000 habitants vers 1700 à 110 000 en 1790, sans être affectée par aucune crise ou ralentissement particulier. En termes géographiques, on note aussi des différences importantes. Il y a des régions relativement primitives comme la Bretagne ou la Corse, où les citadins forment seulement 10 à 11 % de la population. Il y a par contre des zones relativement urbanisées comme les trois petites provinces autour de Lyon, où 45% de la population vit dans des villes ou de simples bourgades (des «bourgs», même s'il est vrai que certains de ces «bourgs» sont en fait simples villages. (Mais certains «villages», en réalité sont des petites villes!). D'une façon générale il semble que cette économie d'ancien régime ne peut pas convenablement fonctionner, s'il n'y a pas au moins une personne sur dix qui vit dans une ville.

Dans l'ensemble, il y a eu accroissement démographique, mais aussi une véritable croissance économique y compris par tête dans ces villes françaises du XVIII^e siècle. La dot moyenne à Lyon s'accroît de +113 % de 1729 à 1786 (GARDEN p. 218). En même temps l'indice moyen des prix agricoles n'augmente que de +60 à +70 %. En moyenne, il y a donc un accroissement de la part individuelle). Même conclusion pour Genève (PERRENAUD), Toulouswe (PRIVAT II, etc.). Même si cet enrichissement a été mal distribué, si l'écart entre riches et pauvres s'est à cette époque, l'impression d'enrichissement individuel est indéniable (voir aussi à Lyon la comparaison maîtres-compagnons qui affirme la paupérisation relative des compagnons, mais réfute leur paupérisation absolue).

Venons-en maintenant après ces quelques notations sur la croissance, à ce qui est le centre de cet exposé: le problème de la tradition et/ou de la modernization; Etant admis qu'il y a eu croissance, celle-ci s'est-elle incarnée dans des modèles traditionnels? bien a-t-elle été innovatrice? Il Bien entendu, il n'est pas question que la réponse soit blanc ou noir.

Pour commencer, je pourrais m'intéresser aux plus grandes villes

de la France du 18^e siècle; les phénomènes y ont dimension pour ainsi dire macroscopique qui les rend plus aisément visibles à l'historien.

A la fin du XVIII^e siècle, à la veille de la Révolution française, la France compte 9 grandes villes, dont chacun dénombre plus de 50 000 habitants. Ce sont d'abord 4 ports: Marseille, Bordeaux, Rouen, Nantes. Trois d'entre eux sont lancés dans une remarquable prospérité, comme chacun sait, à cette époque, grâce au commerce extérieur et colonial: ce sont Marseille, Bordeaux et Nantes. Dans le cas de Rouen le même facteur joue, mais il faut tenir compte, en outre, de l'industrialisation (textile notamment) de la Haute Normandie. A Bordeaux, le commerce du sucre et autres denrées tropicales avec Saint-Domingue, et leur réexportation depuis le grand port de la Basse-Garonne est le fait essentiel. A Nantes, c'est le trafic triangulaire à base d'esclaves, importés d'Afrique vers l'Amérique, qui est malheureusement le moteur de la prospérité, du reste puissant.

Si maintenant, nous prenons les quelques villes réellement importantes de la France intérieure et continentale, Lyon est poussé en avant (notamment) par l'industrie de la soie. Lille par les ateliers et manufactures textiles y compris et surtout en dehors de son périmètre urbaine; Toulouse comme, l'a montré PRCHE doit beaucoup à l'expansion de l'agriculture céréalière (blé, et surtout maïs) dans les terroirs du Sud-ouest; quant à Paris ou plutôt, Paris+Versailles, le facteur prédominant mais non unique demeure l'expansion de l'«Etat royal»; elle est du reste modérée au XVIII^e siècle (et beaucoup moins marquée qu'au XVII^e). L'essor de Strasbourg est, probablement, à mettre en rapport avec la vive expansion de l'agriculture et de la démographie alsaciennes au XVIII^e siècle.

Ainsi ces neuf villes importantes ou relativement importantes, tirent avantage de facteurs dynamiques mais partiellement neufs, tels que le commerce extérieur, les colonies, les manufactures, une agriculture orientée vers le marché, et l'Etat.

Il ne s'agit pas bien sur d'une modernisation sur toute la ligne comme celle radicalement innovatrice, qu'on trouve en Angleterre au temps de la Révolution industrielle, au cours et à partir des années 1770.

En France, il s'agit d'un processus de changement et de croissance traditionnel, qui prend place à travers l'expansion de facteurs déjà existants, tels que le commerce extérieur, l'Etat, etc ...; ce processus n'est pas mis

en place comme ce sera le cas en Angleterre, par une technologie industrielle neuve.

En ce qui concerne le commerce extérieur et colonial (sucre et esclaves ... etc), on est en présence d'un facteur qui partiellement au moins est transitoire. Il a été très actif au XVIIIe siècle pour la promotion de Nantes et de Bordeaux, mais il disparaît ou du moins s'atténue à partir de la Révolution française, à cause des entraves au commerce maritime et par suite de l'insurrection des Noirs aux Antilles. Le commerce colonial n'a pas l'effet à long terme de l'industrie cotonnière à Manchester, ou des charbonnages à Birmigham. Le blé et le maïs, en plein essor autour de Toulouse au XVIIIe siècle, peuvent être considérés comme des facteurs traditionnels, même si le maïs dans est une plante relativement nouvelle importée d'Amérique depuis le XVIe siècle.

L'industrie de la soie en pleine expansion à Lyon est basée sur la production familiale, à partir d'ateliers d'artisans qui emploient mari, femme et enfants (une seule famille par atelier); c'est un système de production à domicile, suivie d'une cession du produit textile aux marchands locaux.

A Lille, l'expansion manufacturière et urbaine est basée sur la proto-industrialisation, je veux dire (selon l'usage maintenant habituel de ce mot) sur la commercialisation urbaine des biens textiles tissés dans les fermes minuscules de paysans ouvriers à vivant des la campagne. Les travaux de MENDELS, MEDICK, DEYON et autres ont montré que la protoindustrialisation, c'est-à-dire l'industrialisation de la campagne sous la direction de la ville, représente un stade relativement primitif dans la formation du capitalisme d'ancien type.

Finalement l'expansion modérée de Paris au XVIIIe siècle, (nettement moins forte en terme d'acroissement en pourcentage de la population, qu' au XVIIe siècle), est due à l'essor également modéré du secteur d'état. Mais cet Etat français monarchique, même si on ne peut pas l'appeler féodal, a indiscutablement certains traits archaïques: il est basé sur le démembrement de la puissance publique par la vente des offices, ce qui produit à Paris et dans les villes parlementaires et bureaucratiques de province, une sorte de noblesse d'Etat et de bourgeoisie d'Etat toutes deux liées aux offices; cet Etat relativement archaïque, disais-je, est basé aussi sur l'affermage des revenus de l'Etat (plus important que jamais depuis le

développement de l'Etat de finances par Colbert: voyez Y. DURAND et M. ANTOINE).

Notons aussi l'allocation de la moitié du budget de l'Etat par le paiement des lourds intérêts qui sont dûs aux créanciers notables qui ont prêté leur argent à la Monarchie et aux institutions qui en dépendent. Cette énormité de la dette publique donne à nos structures étatiques en parfum d'archaïsme (voyez la Turquie au XIXe siècle, la Pologne maintenant) malgré certains aspects modernes qui caractérisent aussi dès cette époque indiscutablement notre Etat national. Cette situation a des conséquences, quant à la texture sociale de la ville de Paris, vers 1750 ou 1780. Elle reste dominée (voir Furet et Daumard l'y reviendrai) par une forte et riche noblesse plus ou moins liée à l'Etat et à la terre.

Ainsi après le premier round d'un débat encore superficiel entre modernité et tradition en ce qui concerne la croissance urbaine, la tradition et même dans certains cas l'archaïsme semblent garder la haute main. Je vais maintenant évoquer 2 phénomènes urbains plus généraux, ou plus exactement urbains /ruraux qui pourraient nous aider à clarifier la discussion et qui justifieraient de toute manière le titre de cet exposé: l'histoire urbaine vue par un historien rural. Le premier phénomène est la protoindustrialisation, déjà évoquée ici à partir d'un cas spécifique. Le second phénomène, c'est l'usage des nourrices, surtout rurales, pour allaiter les bébés urbains qui sont nés de mariage légitimes, ou d'unions illégitimes, et qui sont confiés normalement aux nourrices, ou remis à celles-ci à la suite d'un abandon préalable.

Sur ce problème de la protoindustrialisation, on peut rappeler très brièvement l'analyse bien connue de DEYON sur Amiens au XVIIe siècle, mais elle vaut aussi pour une période ultérieure. Ses vues de toute manière ont été conformes et bien sûr enrichies par des recherches plus récentes. Donc dans le cadre général d'une activité textile, les marchands d'Amiens achetaient de la laine qui était produite par les moutons du Bassin de Paris sur la tranche de jachère (vaine pâture) de l'assolement triennal, ou bien de la laine importée d'Espagne, voire d'Angleterre. Cette laine était cardée à l'intérieur de la ville d'Amiens; puis elle était réexportée vers la campagne où les paysannes la filaient dans leur chaumières; enfin elle revenait pour la seconde fois vers la ville même d'Amiens, où elle était tissée, transformée en étoffe. Ces draps étaient vendus sur les marchés

septentrionaux et méridionaux de la France, et aussi vers l'Espagne et vers l'Amérique hispanique.

Chacun sait que cette relation ville/campagne annonce par certains côtés celle qui se noue entre les pays dits capitalistes et le Tiers Monde, pays d'Asie ou Bulgarie «socialiste». Il s'agit toujours de profiter d'une main-d'oeuvre (rurale hier ou tiers mondiste aujourd'hui) qui est mal payée, et qui est faiblement défendue, par suite de l'absence de corporation dans nos campagnes, ou de syndicats ouvriers efficaces dans le Tiers Monde.

Les villes de l'Ancien régime tiraient donc parti de bas salaires du monde rural, plus bas qu'en ville (voyez POUSSOU). La seule corporation, confrérie ou guilde, ou communauté existant au village était la communauté rurale, qui ne se souciait guère semble-t-il de défendre les paysans-ouvriers à façon qui se trouvaient sous la juridiction. La communauté rurale après tout était dominée par les fermiers laboureurs (Jacquart). Ceci plaide du reste pour un rôle des corporations urbaines utiles aux producteurs-travailleurs, un rôle des corporations qui n'était pas que malthusien comme on dit quelquefois.

*
* *

Un mot maintenant sur les problèmes des nourrices, dont chacun sait, dans l'urbanisation française des «Lumières» qu'il n'est nullement futile. L'attention des historiens en ce qui concerne ce problème a été attirée par le curieux phénomène d'une fécondité plus élevée chez les mères de classes moyennes ou nobles (celles qui utilisent des nourrices) par comparaison avec la fécondité encore haute mais plus basse de mères des classes inférieures ou du menu peuple, celles qui n'envoient pas leurs bébés en nourrice.

Par exemple DEYON a démontré pour Amiens au XVIII^e siècle que les mères des classes populaires avaient un bébé tous les 25 mois (asseulement biennal) tandis que dans la bourgeoisie d'Amiens, c'était un bébé tous les 23 mois. Donc les intervalles intergénérationnels étaient décidément plus courts pour les hautes classes, à condition bien sûr qu'il s'agisse des villes où la contraception n'était pas encore répandue. A Genève au XVIII^e siècle, ce cas serait différent. Les travaux de GARDEN sur Lyon, de CHAMOIX sur Reims, ont entièrement confirmé cela. Les classes quelque peu

aisées avaient davantage d'enfants parce qu'elles mettaient leurs bébés en nourrice, ce qui supprimait la période de stérilité temporaire que connaissent les mères pendant la période d'allaitement. Cette stérilité induite peut être due à des raisons biologiques (diverses études ont montré que l'allaitement produit statistiquement la stérilité); elle peut être aussi provoquée par des tabous sexuels pendant la période d'allaitement. Certains indices donnent à penser effectivement que les couples mariés s'abstiennent quelquefois d'actes sexuels pendant afin qu'une nouvelle grossesse prématurée ne compromette la lactation. Cette grossesse dans ce cas pourrait mettre en danger le bébé déjà né.

D'une façon ou d'une autre, les femmes urbaines qui utilisaient des nourrices, et dont les maris ne recouraient pas à la contraception avaient beaucoup d'enfants; nettement davantage que n'en avaient les épouses qui allaitaient elles-mêmes leur progéniture, des femmes généralement plus pauvres.

Sur ce sujet, je puis citer l'un de nos meilleurs historiens urbains, Maurice GARDEN de Lyon: il a montré que les femmes des bouchers lyonnais avaient un bébé par an pendant 10 ou 15 ans de leur vie conjugale. Ce qui pouvait donc impliquer une quinzaine d'enfants. D'autres catégories de mères lyonnaises, qui utilisaient aussi les nourrices avaient égale-

ment une progéniture extrêmement nombreuse: parmi elles les femmes d'ouvriers en soie et bien sûr les femmes bourgeoises et nobles.

Un esprit superficiel pourrait expliquer cette extraordinaire fécondité des bouchères lyonnaises par le fait qu'elles étaient fortement nourries de bonne viande rouge, à cause de la profession de leur mari; ces maris eux-mêmes étant des personnages vigoureux et assidus. En fait, GARDEN a bien montré que même si ces facteurs existent, l'explication véritable réside dans l'utilisation des nourrices pour ces mères-là.

On objectera que tout cela n'a rien à voir avec l'histoire urbaine. Ou du moins avec mon sujet «l'histoire urbaine vue par un historien rural». Je vais donc me justifier sur ce point.

D'abord, je pense que la comparaison entre le phénomène des nourrices et celui de la protoindustrialisation est pleinement pertinente. Dans le second cas (protoindustrialisation) il y a prise de possession de la main-d'oeuvre paysanne par la ville, cette prise de possession étant rendue possi-

ble grâce à l'appât d'une maigre rémunération, ce qui incite les paysans à produire des biens textiles (et autres) pour les merchants urbains. Dans le cas des nourrices rurales salariées, je dirai que la ville se décharge sur la main-d'oeuvre rurale, bref que des mamelles paysannes, d'un travail de nourrissement des bébés urbains; travail qui est mal payé, pauvrement rémunéré, peu profitable, mais qui constitue néanmoins comme dans le cas de la protoindustrialisation le revenu d'appoint qui permettra d'équilibrer tant bien que mal le modeste «budget» de la famille paysanne (un «budget» bien particulier, à vrai dire: voyez CHAYANOV). Ce travail de nourrice, simultanément, est situé assez bas sur l'échelle ou sur la hiérarchie du prestige, quant aux diverses occupations possibles; il est situé assez bas sur la cascade des mépris.

En contrepartie, la ville retient pour elle-même ou pour ses propres femmes ou citoyennes ou citadines, des besognes salariées ou autres qui sont nettement plus rentables, telles que, pour les ouvrières en soie, travailler avec leur époux sur le métier à tisser la soie. En agissant de la sorte, ces ouvrières en soie espèrent obtenir un revenu supplémentaire qui s'ajoutera au revenu familial global, et cet argent supplémentaire, même s'il ne s'agit pas d'une grosse somme, est nettement plus substantiel que n'est le modeste salaire que la mère de famille doit payer à la nourrice rurale mercenaire afin d'allaiter son bébé. Ainsi l'ensemble de l'opération engendre un profit ou en tout cas un surplus. Autre façon de dire que ces ouvriers et en soie sont capables de calculer, même de façon simple tout comme s'il s'agissait de personnages échappés d'un roman du fameux romancier Max Weber; il insiste beaucoup dans ses oeuvres comme vous savez sur une vision rationnelle, calculatrice et désenchantée du monde. La même remarque est valable aussi pour les femmes de bouchers qui coopèrent avec leurs époux dans la boutique familiale, selon la bonne vieille tradition française (voir aussi les boulangeries, d'après Kaplan, mais non Castan, et Kaplan).

Cette procédure qui consiste à distribuer des postes de travail de nourrices mal payés dans le monde rural afin de concentrer des salaires ou des revenus plus hauts à l'intérieur de la ville n'est pas tellement différente de celle qu'on trouve parmi les manufactures de la vieille protoindustrialisation. Dans la région de Lyon par exemple, le travail peu sophistiqué qui consiste à donner sa forme au fil de soie (le moulinage) est disséminé dans les campagnes (comme le sont les nourrices); cependant que le travail mieux rémunéré qui consiste à tisser la soie prend place dans la ville elle-

même. Quant au contraste ville/campagne, on a donc à la fois une échelle de moins bas salaires urbains par opposition aux très bas salaires ruraux (POUSSOU, Bordeaux); mais il n'y a aussi une échelle du prestige. La ville laisse à la campagne le travail relativement mal payé et dédaigné qui consiste à nourrir les bébés citadins, travail qui, au fait, correspond à la tâche de prime éducation pour ces petits êtres. Mais la ville garde pour elle-même la besogne beaucoup plus prestigieuse et plus gratifiante qui consiste, en un stade ultérieur, à donner une éducation secondaire et supérieure aux très jeunes et jeunes citadins qui sont revenus à la ville après avoir survécu (éventuellement) à leur presque exil auprès des nourrices campagnardes, au cours de leur première enfance.

L'échelle ou la hiérarchie du prestige, de la campagne à la ville peut aussi fonctionner d'une autre façon. Disons que les dames nobles ou de très haute bourgeoisie qui ont placé leurs bébés chez des nourrices rurales choisissent d'abandonner une occupation qui n'est pas prestigieuse, telle que d'allaiter leurs bébés elles-mêmes; et elles choisissent de s'adonner à des occupations plus gratifiantes ou plus nobles, telles que faire partie de salons littéraires, ou se rendre à des réceptions à la cour avec leur noble mari, etc....

Finalement, ce problème des nourrices peut vous paraître artificieusement gonflé, mais il implique toutes sortes de questions intéressantes pour l'historien des villes: certaines de ces questions concernent l'histoire des femmes, qui après tout fait partie elle aussi de l'histoire urbaine. Problème en effet: comment les femmes des classes supérieures ont-elles choisi de s'émanciper en devenant précieuses, femmes de salon et de culture... Mais ce faisant, elles ont sacrifié un certain nombre ou pourcentage de leurs bébés, victimes de la haute mortalité infantile que provoque pour eux la mise en nourrice, dans les campagnes environnantes.

Autre problème: les contrastes cultures et l'histoire comparative, dans ce cas, l'histoire urbaine: toutes les études récentes montrent que la mise en nourrice était très répandue dans les villes françaises, aussi bien du Nord que du Midi. Il faut rappeler le fameux rapport de Lenoir sur la «police» parisienne, à la reine de Hongrie. Même si on peut discuter certains de ses chiffres, les ordres de grandeur qu'il donne sont passionnants. Selon Lenoir, sur 21 000 bébés nés annuellement à Paris vers 1780, seulement 1 000 étaient nourris par leur mère de sang réelle, cependant que les 20 000 autres restants étaient exportés vers des nourrices mercenaires localisées généralement hors de

Dans les villes anglaises, il semble que les choses, généralement ne se passaient pas ainsi, du moins si l'on en croit les historiens-démographes anglais! Bien que nous ne disposions pas, à ce propos, de chiffres précis, et c'est dommage, l'historiographie britannique nous dit généralement que les génitrices urbaines au Nord du Channel étaient de bonnes mères, et qu'elles avaient coutume d'allaiter elles-mêmes leurs bébés (Cf. Richardson Pamela supplement; et les Pays-Bas?).

Un problème connexe est celui de la limitation volontaire des naissances. Chacun sait que celle-ci s'est produite en France, beaucoup plus tôt qu'en Angleterre, même si l'Angleterre, comme chacun sait, était beaucoup plus avancée que la France en termes de révolution industrielle.... Après tout, peut-être l'usage typiquement français des nourrices était-il responsable au moins partiellement pour cette avance spécifiquement française elle aussi par rapport à l'Angleterre, en matière de comntraccption. Les dames parisiennes ou lyonnaises qui donnaient ainsi leurs bébés à des nourrices engendraient des bébés trop nombreux: on comprend donc facilement qu'elles aient été motivées ainsi que leurs époux à essayer de trouver quelque moyen conttaccptif. Et dans une optique à peine différente: les nourrices rurales agissaient quelquefois de même. Et cela afin de ne pas être surchargées de bébés, le leur et celui de leur cliente citadine.

Le problème des nourrices est lié aussi avec l'histoire de sentiments, urbains en l'occurrence. Faut-il penser, comme on nous y invite quelquefois que les femmes qui «se débarassaient» ainsi (entre quillements) de leurs bébés en les donnant à des nourrices étaient réellement ignorantes ou inconscientes, quant au sentiment de l'amour maternel? Irions-nous jusqu'à dire que l'amour maternel est simplement une invention de la fin du XVIIIe siècle, après que J. J. Rousseau ait ordonné aux femmes d'allaiter leurs bébés au lieu de les donner à des nourrices étrangères? De telles affirmations, à supposer qu'on réponde positivement à ces questions seraient exagérées bien sur; cependant on voit bien qu'il y a là sous-jacent, un débat historique très réel, tout comme celui qu'ont lancé respectivement Denis De Rougemont, Ariès ou Foucault, sur «l'invention» de l'amour maternel au XIIe siècle, de l'enfat au XIVe siècle ou de l'homme au XVIIIe. A tort ou à raison.

Ceci nous amène ainsi aux questions de la p a t h o l o g i e u r b a i n e : il s'agit en effet du sort des enfants délaissés, des bébés illégitimes, qu'on abondonnait aux hôpitaux, en grand nombre, dans les villes importatnes. Les hôpitaux envoyaient ces bébés, ces enfants trouvés à de

mauvaises nourrices dans des villages éloignés, auprès desquelles ces pauvres enfants simplement mouraient, au moins pour leur grande majorité (Marie Bienvenu...) Jusqu'à 90 % de morts dans les cas des bébés abandonnés de Rouen.

On pourrait considérer cela comme une sorte d'infanticide «objectif» ou *de facto*, sinon volontaire (voir pourtant Dupaquier Plus généralement, la mortalité infantile (je veux dire, en dessous d'un an d'âge) était naturellement très élevées sous l'Ancien Régime. Elle était nous dit Goubert, d'environ 25 % (un sur quatre au temps de Louis XIV; mais elle tombera souvent au-dessous de 20 % au XVIIIe siècle. Hélas en ce qui concerne les bébés urbains, même légitimes, et qui sous la responsabilité de leur propre famille, étaient mis en nourrice hors les murs, la mortalité infantile, y compris pendant le règne de Louis XV et Louis XVI, pouvait souvent dépasser, le vieux niveau atroce et louis-quatorzien de 25 %. C'était là l'une des grandes raisons pour le déficit démographique, ou soi-disant déficit démographique des villes, lequel induisait ensuite une forte immigration de jeunes adultes venus de la campagne, cette immigration se chargeant de compenser ces fortes mortalités dans les premières années de la vie.

Finalement l'histoire des bébés mis en nourrice semble refléter, comme une contrepartie, celle de l'industrialisation et l'urbanisation: les nourrices rurales pour les enfants des villes, après 1660, semblent devenir de plus en plus nombreuses.

Pour résumer ces deux points protoindustrialisation et nourrices, il me semble qu'ils nous aident à comprendre l'espèce de lien charnel qui unit la ville à ses campagnes environnantes. D'une certaine façon, la ville n'est pas adulte encore. En termes de nourrissage des bébés, sa relation à la vie paysanne est comparable à celle qui unit un petit enfant à la femme puissante et maternelle qui l'allait (voir G. FREYRE). N'allons pas bien sur faire de l'urbanologie française du XVIIIe siècle une sorte de science mammaire ou mammillaire, ni un succédané d'une psychanalyse historique toujours problématique. Néanmoins, dans les deux secteurs décisifs de la manufacture et de la prime éducation des petits, la ville n'a pas encore acquis sa complète indépendance et sa maturité; et cela malgré le fait que, en compensation, l'élite sociale des citadins exerce avec une mâle ardeur une espèce

de pouvoir politique ou de prépotence masculin sur les villageois de l'environnement rural.

*
* *

De ce point de vue, voyez par exemple le réseau des règlements que les autorités urbaines appesantissent souvent sur les villages des environs. Ces règlements sont éventuellement élaborés sans la permission des autorités royales. Et les villages qui sont ainsi contrôlés peuvent se situer dans un rayon de 20 à 40 kilomètres autour de la ville mise en cause, selon que cette cité est plus ou moins petite ou grande.

Ces réflexions sont spécialement pertinentes en ce qui concerne le problème de la nourriture et particulièrement des grains: dans ce domaine, la ville édicte des règlements impératifs, afin d'obliger les fermiers à porter leur grain pour le vendre exclusivement sur la place du marché. Bien entendu, je le répète, ces ordonnances concernent les producteurs céréaliers seulement à l'intérieur d'un certain rayon. Elles émanent de l'hotel de ville d'une cité particulière, ou bien s'il s'agit d'un centre important, elles peuvent être le fait des parlements régionaux eux-mêmes, qu' ils soient situés à Toulouse, Grenoble ou Paris, etc ... L'important ouvrage de Steve Kaplan sur le pain et Louis XV a apporté beaucoup de données relatives à cette question, s'agissant du Parlement de Paris et de son procureur général. Ceci du reste nous ramène, pour quelques instants, au problème de la protoindustrialisation. En effet il y avait aussi des règlements par lesquels l'intendant d'une province attribuait un certain nombre de villages, dans telle ou telle zone montagneuse qui était proche de telle cité, ... des règlements dis-ais-je par lesquels il attribuait ces villages à cette cité-là, et à ses marchands fabricants de produits textiles; les paysans ainsi assignés devant servir de main-d'oeuvre locale et mal payée pour l'industrie textile dirigée par la ville (Appolis sur Lodève).

Néanmoins, j'ai suffisamment parlé de la protoindustrialisation dans le cadre de cet exposé général, et je voudrais maintenant dire quelques mots encore sur le problème de la nourriture des villes.

J'ai souligné le fait avec S. Kaplan que la ville sous l'Ancien régime essaye de contrôler son environnement rural en obligeant les fermiers et laboureurs dans un rayon de 20 à 40 kilomètres, à vendre leur grain sur la place du marché urbain. On aurait pu penser que l'urbanisation du XVIIIe siècle

désintégrerait ces vieilles structures et introduirait le libéralisme ou le laisser-faire moderne dans le secteur du commerce des grains. En fait, comme vous le savez, il n'en fut rien ou il n'en sera rien. Il est exact certes que la situation alimentaire des villes françaises s'est améliorée au XVIIIe siècle, quand vous la comparez avec le XVIIe siècle. Les famines disparaissent. En un sens, le lien entre ville et campagne devient meilleur. Mais le vieux carcan rigide de la police des grains et de ce que E. P. THOMPSON appelle l'économie morale de la foule est maintenu. Les tentatives des économistes et des physiocrates pour établir la liberté du commerce et le laisser-faire pour le trafic des céréales sont un échec. L'expérience grandiose de la libération du commerce des grains en 1764 aboutit à une série d'émeutes instrumentaires qui culminent après divers épisodes et après la nouvelle expérience du laisser-faire de Turgot, qui culmineront, disais-je, dans la fameuse guerre des farines de 1775.

Finalement le système autoritaire qui place le trafic des céréales dans la vaste aire d'approvisionnement de la ville, sous le joug des réglementations citadines, ce système est remis en force une fois Turgot limogé (?), et il restera en vigueur jusqu'à la Révolution française et au-delà. Voyez les travaux de Cobb, Rudé, Madiex et Lefebvre. Le livre essentiel à ce propos reste le *Traité de la police* de Nicolas Delamare qui généralise à l'usage du XVIIIe siècle une expérience encore largement louis-quatorzième.

Pour en revenir au problème des émeutes de subsistance en France et en Angleterre (Kaplan, Rudé, Cobb, Thompson), celles-ci restent la forme la plus répandue ou en tout cas la plus spectaculaire et la plus canonique du désordre urbain pendant la seconde moitié du XVIIIe siècle. E. P. Thompson, à propos de l'Angleterre, voit dans cette forme d'action l'un des ingrédients de base de la formation de la conscience de la classe ouvrière anglaise.

En France, l'émeute de marché n'a pas été étudiée sous cet angle; mais elle représente certainement une étape typique dans le développement d'une prise de conscience socio-politique de la ville. Pendant le XVIIe siècle, les révoltes urbaines, comme Bercé l'a montré, étaient concentrées davantage à l'intérieur des murailles encore existantes de la ville. Elles étaient liées à l'affirmation de la ville par elle-même, avec son folklore propre et ses coutumes particulières, contre l'Etat et les impôts. Au XVIIIe siècle, les traditionnelles révoltes anti fiscales des villes tendent par contre à disparaître, parce que les impôts deviennent moins lourds, et parce que la conscience

de la ville par rapport à elle-même en tant que corps bien délimité et défini tend à décliner (pensez à la disparition des remparts, etc). Le comportement collectif violent ou semi-violent tel que le pratique le menu peuple des villes tend donc à se focaliser sur les émeutes de subsistance. Celles-ci démontrent une grande sensibilité des citoyens au déficit des récoltes et aux accidents agricoles, c'est-à-dire aux hautes et aux bas de la production agricole (surtout aux points bas, à vrai dite). Une fois de plus, le lien ville/campagne est ainsi affirmé avec force. Du reste il y a des actions (voyez la guerre des farines elle-même) qui sont conduites en commun par les classes inférieures des villes, et par les villageoises pauvres, alliés les uns aux autres, contre les restrictions dans l'approvisionnement céréalier.

Dans ce cas les remparts qui séparent la ville de son environnement campagnard sont non seulement détruits sur le plan matériel (par la démilitarisation de l'enceinte des villes, si fréquente au XVIIIe siècle) mais aussi annulés sur le plan moral et politique.

Le lien entre la ville et son environnement rural n'est pas seulement forgé par le commerce et par une sorte de conscience existentielle de la relation ainsi mise en cause. La ville remodèle aussi la campagne des alentours, sur une distance assez lointaine et cela en vertu d'aires plus ou moins vaguement circulaires ou concentriques, qui aboutissent à une semi-spécialisation agricole. Cette proposition est spécialement vraie pendant une période de croissance démographique urbaine telle que le XVIIIe siècle, à un moment où un marché urbain croissant s'ouvre à la production agricole.

Paradoxalement, plus la productivité agricole est faible, plus primitive est la technologie des fermes; et plus nombreuses sont les exploitations agricoles qui doivent contribuer à nourrir les consommateurs urbains, et plus vaste est la zone rurale qui est au moins partiellement et plus ou moins circulairement remodelée par la ville et contactée par le marché. Technologie primitive marché plus actif! Paradoxe. A propos de ces problèmes J. C. Perrot a largement utilisé, et avec bonheur les analyses de l'économiste allemand du premier XIXe siècle, Von Thunen; elles ont aussi inspiré Braudel, Wallerstein et W. Abel. Von Thunen considère que dans les conditions purement théoriques d'un espace agricole homogène et plat, les produits agricoles à l'usage d'une ville sont diversifiés en vertu des cercles concentriques organisés autour de cette ville. Le facteur de base reste bien entendu le prix du transport, et la durée de conservation du produit: plus cher est

le prix du transport comparé à la valeur du produit transporté, plus proche est le lieu ou le cercle de la production.

Prenons l'exemple de Paris: l'aire de production la plus proche y est consacrée à la production des légumes et surtout des fruits qui sont périssables et doivent être transportés rapidement; outre le problème des primeurs. Voyez tous les jardiniers autour de Paris, de Nîmes, d'Avignon, de Londres. Ensuite le bois est lourd et encombrant, et mis à part le bois du Morvan qui arrive par la rivière, cette situation implique que de vastes réserves de bois soient disponibles à proximité de la capitale; Guy Fourquin a depuis longtemps souligné l'intérêt économique et cynégétique des très grandes forêts monarchiques d'origine médiévale, proches de Paris, dont Chantilly et Fontainebleau sont les restes aujourd'hui tronçonnés par les autoroutes et par les HL M. La production du vin comme l'ont montré Dion, Fourquin, Jacquart s'intègre elle aussi aux cercles géographiques les plus proches de la grande ville, Paris et autre; puisque aussi bien cette boisson (le vin) contient 90 % d'eau dont la valeur est très faible, il est absurde et anti-économique de charrier à grands frais et sur de longues distances toute cette eau, même additionnée de 10 % d'alcool et de quelques éther-sels. Sauf bien sûr dans le cas où il s'agit de grands qu'on charrie du reste par les rivières et par les canaux. Voilà pourquoi au XVIII^e siècle encore, la production des vins de consommation courante pour les parisiens reste localisée aux alentours et à proximité de la capitale. Les grains, plus denses et dont la valeur est plus forte sous un faible volume, peuvent déjà venir de plus loin et des grandes plaines à blé (sans une haie), ces plaines s'étendent comme chacun le sait sur de vastes espaces autour de Paris. Enfin par-delà cette monoculture céréalière, on trouve le dernier cercle celui de l'élevage. Il est de notoriété publique que la viande sur pied n'est pas très difficile, ni très chère à transporter, puisque le bétail se meut sur quatre jambes, et peut venir de régions très éloignées, dès lors que leur sol présente les attitudes nécessaires. Ainsi en Normandie, s'opère aux XVII^e et XVIII^e siècles, le célèbre couchage en herbe, à l'intention des marchés aux bestiaux, et abattoirs de la capitale. En vertu des mêmes principes, les très grandes villes ont même une tendance à repousser loin d'elles-mêmes les zones manufacturières spécialisées dans la production de masse; puisque aussi bien ces produits industriels, à l'exemple de la dentelle, ont une grande valeur sous un faible poids, et peuvent voyager sur de longues distances sans que les frais de transport grèvent trop lourdement les prix de vente. Et puis d'une très grande ville, l'agriculture a priorité.

En Angleterre, par exemple, l'énorme ville de Londres, la plus grande d'Europe occidentale au XVIII^e siècle, a pour ainsi dire repoussé la révolution industrielle très loin d'elle-même vers la Lancashire, les Midlands, et même l'Ecosse, en fonction il est vrai, a u s s i , des disponibilités charbonnières. Dans le Bassin Parisien, de même, en un contexte d'archaïsme relatif évidemment bien différent du milieu britannique, les zones de protoindustrialisation, pour la production du drap et essentiellement des toiles sont situées dans une aire déjà relativement clointaine, la région du Mans par exemple; en revanche, les aires plus proches de la grande ville, la Beauce, la Brie, se consacrent essentiellement à leur production des céréales; elles ne s'intéressent guère au développement d'une industrie ou d'une manufacture rurale.

Et pour revenir au cercle viticole l'un des plus proches de Paris, Colbert avait déjà remarqué l'incompatibilité qui existe entre, d'une part la viticulture (très gourmande de main d'oeuvre) et d'autre part, la création d'une industrie textile animée par des travailleurs campagnards.

La ville ne se borne pas à remodeler son environnement rural par le biais de son influence économique. Elle achète tout simplement cet environnement. Bref, elle achète la terre, elle acquiert ou elle crée des domaines agricoles de dimensions vastes ou moyennes afin d'extraire de ceux-ci la rente foncière ou d'en extraire tout simplement la nourriture, le bois ou le foin pour la consommation de la famille du propriétaire. Les Notables des villes, qu'ils soient bourgeois, nobles ou cléricaux, possèdent plus de 50 % de la terre agricole française à la fin de l'Ancien régime, un pourcentage qui si élevé soit-il, reste peut-être plus bas que son homologue britannique. L'aristocratie et la noblesse anglaises en effet qui souvent résident en ville, possèdent elles, 70 à 80 % du sol de la Grande-Bretagne à la même époque. En France cette orientation terrienne de l'élite citadine est à mettre en rapport avec une attitude mentale bien caractérisée: au moins dans des villes moyennes comme Caen (ou Bordeaux) on tâche, dit Perrot, d'éviter les risques de la fonction d'entrepreneur; on souligne la sécurité de la rente foncière, et des revenus fixes qui viennent des papiers d'Etat (emprunts d'Etat, rentes, etc). Bien entendu il faut faire la part de l'esprit d'entreprise des grands négociants de Marseille, de Bordeaux ou de Nantes peu typiques finalement de l'hexagone profond. Mais dans l'ensemble une France urbaine et déjà balzacienne de la rente paraît être en place au XVIII^e siècle, et de plus en plus, au fur et à mesure que ce siècle s'écoule. De ce point de vue, j'évoquerai très rapidement, en les accommodant à mon propos, les belles

pages que J. C. PERROT a consacré à ce problème, s'agissant de Caen, ville effectivement pré-balcazienne dès l'époque de Louis XVI. Il y est question des annonces, pour les emplois disponibles; elles existaient déjà au XVIII^e siècle. Aujourd'hui, disais-je, ou du moins voici quelques années, les employeurs demandaient un cadre jeune et dynamique, un tigre agressif dans votre moteur. Au XVIII^e siècle, on recherchait plutôt un jeune homme honnête et réservé, venu d'une bonne famille. C'était un autre monde.

Le sujet des thèmes latins, ajoute Perrot, était l'éloge de la médiocrité. La base pour les lectures non religieuses dans ces grandes bibliothèques de couvents ou de monastères urbains, qui furent si utiles pour disséminer la culture parmi les lecteurs citadins, . . . (cette base) c'était le parfait jardinier, la bonne fermière, la cuisine bourgeoise (voyez l'Angeterre maintenant, avec tous ces best-sellers sur les légumes...). L'idéal de l'homme, si l'on en croit les poésies mises au concours dans les tournois de versification urbaine de l'époque, (cet idéal) demeurait les rentiers, le sage, ou pour le dire brièvement «une philosophie de la rente foncière» (Perrot).

Et cela à l'encontre de l'idéal pervers qui aurait consisté à devenir riche, à l'encontre de l'idéal du luxe (signifiant ici déploiement de richesse, plus que débauche); à l'encontre des modèles de plaisir et de désir sensuel. «L'ennemi dit Perrot, reste le financier qui est dépeint comme anglais, juif, ou hollandais, et qui agit conformément à une philosophie des marchés et des besoins». La société urbaine de la France du XVIII^e siècle reste mentalement, et même dans une certaine mesure matériellement orientée vers la terre qui demeure, du point de vue citadin, une manière d'horizon indépassable. Certes Marcevsky a montré que le produit industriel de la France en 1788 est aussi important ou presque aussi important que le produit agricole. Mais il reste que dans les formes urbaines, d'après l'exemple de Caen, la part de l'actif qui consiste en terre et en bâtiments compte pour 38% de la valeur totale de l'actif; viennent ensuite les stocks de marchandises et finalement l'outillage et d'éventuelles ou très rares machines ne comptent que pour 0,8% de l'actif.

*
* *

En général donc, l'urbanisation et la croissance citadine du XVIII^e siècle n'ont pas atténué la dépendance urbaine vis-à-vis de l'environnement rural. Bien au contraire, elles ont accru, stimulé voire partiellement créé ou en tout cas complété cette dépendance, dans le cas de la protoindustrialisa-

tion, des nourrices, et, depuis le XVII^e siècle surtout, dans le cas des rassembleurs de terre. De ce point de vue, l'urbanisation d'Ancien régime, même vigoureuse, demeure originale, voire traditionnelle ou «ruraliste» quand on la compare à la croissance urbaine des XIX^e et XX^e siècles. Il s'agit en tout cas d'un stade original ou spécifique dans l'histoire générale de l'urbanisation.

Certes le lien des Nobles avec la terre, et leur déplacement estival vers le château rustique pas trop éloigné de leur résidence urbaine, a persisté et s'est généralisé aujourd'hui avec l'émigration temporaire de nombreux citadins aisés, mais désormais roturiers vers les résidences secondaires, celles-ci ayant il est vrai perdu presque tout lien avec un domaine agricole, grosse différence avec l'Ancien Régime. Mais plus généralement encore, on peut dire que les urbains de France ou d'Europe ignorent aujourd'hui les fermes et les fermiers qui continuent pourtant à exercer leurs activités agricoles dans les campagnes qui avoisinent nos villes et nos banlieues; les citadins ignorent aussi de nos jours, ou connaissent peu les aléas du prix du blé et des récoltes céréalières qui étaient pourtant si proches des préoccupations des citadins d'autrefois.

Pour trouver le contact avec la nature ou soi-disant nature, les citadins d'aujourd'hui se déplacent sur de très longues distances vers les plages surpeuplées de la Méditerranée, vers des stations de ski qui poussent comme des fourmilières sur les pentes neigeuses des Alpes, vers Kathmandou, Bali et la Martinique.

D'un autre côté, au XVIII^e siècle, le cordon ombilical entre la terre et la ville même s'il s'agissait d'une grande ville en pleine croissance, était loin d'être entièrement coupé.

Les historiens pour le XVIII^e siècle ont souvent souligné le fait qu'en cette période les remparts des villes sont démolis, abattus, remplacés par des boulevards ou par des avenues plantées d'arbres.

Certes, il y a quelques exceptions à cette tendance comme dans le cas de Genève. On continue à grands frais à bâtir un cercle de fortifications genevoises pendant la première moitié du XVIII^e siècle, afin de se prémunir contre un éventuel danger savoyard ou français.

Mais cette occurrence genevoise étant mise à part, la tendance à la démilitarisation et à la destruction des grosses murailles fortificatrices est assez générale au temps de Louis XV et de Louis XVI. Les métaphores sur

les sièges des places se réfugient ... dans les liaisons dangereuses !

Cette évolution des villes elles-mêmes cette demilitarisation est souvent considérée par les historiens comme une preuve de modernité ou de modernisation, et en un sens ils n'ont pas tort. Mais peut-être aussi pourrions-nous considérer cette tendance comme participant pleinement à la forme d'urbanisation qui est typique de la France du XVIII^e siècle, et sans doute pas seulement de la France. En abattant ses remparts, la ville détruit le dernier obstacle qui pourrait s'interposer entre elle et la terre, et qui pourrait gêner le double flux de relations dans les deux sens entre la terre et la cité, entre le groupe urbain et la bonne terre nourrice ou mère nourrice qui l'alimente, et qui se laisse pourtant dominer par lui.

*
* *

Laissez-moi dire aussi quelques mots sur un autre problème qui concerne l'urbanisation du XVIII^e siècle, dans la mesure où elle reste inscrite en une société de tradition, et je dirais même de déférence.

Dans un livre paru en 1961, A. DAUMARD et F. FURET ont montré que pendant le XVIII^e siècle, le groupe social dominant, à Paris, du point de vue de la richesse individuelle et globale, demeure plus que jamais la Noblesse. (Voyez aussi l'oeuvre de Marcel Proust, pour une certaine prédominance sociale encore, sinon économique de l'aristocratie du faubourg Saint-Germain vers les années 1900 - 1910, à une époque où néanmoins la Noblesse a déjà quelque peu décliné et même largement décliné par rapport à la riche «roture» que du reste on n'appelle plus de ce nom ! Même dans ce cas cependant, on peut suggérer avec Arno Mayer que la guerre de 1914 - 1918 a réellement marqué la fin d'une société déférentielle et d'Ancien régime qui avait plus ou moins survécu jusqu' à la première guerre mondiale).

Quoiqu'il en soit, et pour en revenir au XVIII^e siècle, cette noblesse prédominante, que Furet et Daumard ont reconstituée grâce à leur étude quantitative des contrats de mariage n'est certainement pas une classe féodale, à l'instar des bons vieux chevaliers du XI^e siècle avec leurs armures, leur heaume, leur donjon et leurs oubliettes. Cette noblesse parisienne a beaucoup de traits modernes, puisque certains de ses membres, assez nombreux, se livrent à des activités qui ont rapport au grand capitalisme et aux

Lumières, parmi les milieux d'affaires et l'élite de la culture. Voyez à ce propos d'article de Denis Richet sur les élites.

Ce noble groupe parisien est divisé, par ailleurs, entre un certain nombre de grandes familles anciennes qui font remonter leur sang bleu à tort à raison jusqu'aux Croisades ou auparavant, et d'autre part une noblesse plus récente d'officiers, secrétaires du Roi, et fermiers généraux qui sont au XVIIIe siècle des anoblis de l'âge moderne, ou même, si je puis dire des anoblis ultra-moderne-giscard 1922. Néanmoins on ne doit pas pousser trop loin cette impression de rajeunissement et de modernité quant à cette noblesse urbaine globale. Nous avons quand même affaire, en l'occurrence, à une série de catégories nobiliaires, à une vision qui reste aristocratique de la société des Ordres ou Etats, le tout restant enraciné par certains dans les structures les plus traditionnelles de l'image classique, même quand celle-ci est remodelée de l'extérieur en Europe néo-classique. De ce point de vue nous pouvons voir à quel point la croissance urbaine du XVIIIe siècle a conduit, vue sous un certain angle, à la prolifération de caractéristiques traditionnelles. Davantage de croissance, paradoxalement, a engendré davantage de noblesse.

En ce qui concerne cet aspect des choses, nous pourrions peut-être proposer une analogie superficielle avec certains pays producteurs de pétrole en notre temps, du moins pour les nations pétrolifères qui sont socialement les plus traditionnelles. L'affluence ou l'afflux des dollars, au sein de ces nations, n'a pas nécessairement conduit à la formation d'une nouvelle bourgeoisie d'entrepreneurs. Elle ou il a davantage stimulé ou enrichi les groupes ou les segments privilégiés ou cléricaux d'une société qui demeure par certains côtés archaïque. Elle a stimulé ou enrichi les émirs, les cheiks et les ayatollahs.

(Si je veux rester cependant sur un terrain strictement historique, je dirai que l'importance de ces affirmations de Daumard et Furet quant à la prédominance durable et florissante de la Noblesse, dans une période de pleine croissance urbaine au XVIIIe siècle, je dirai que l'importance de ces recherches a été quelque peu minorée à cause de la polémique qui fut déclenchée contre ces deux chercheurs par l'école de Roland Mousnier. Selon cette école en effet, Daumard et Furet auraient du utiliser, pour leurs analyses sociologiques une classification typologique ou taxinomie congruente avec celle de l'Ancien Régime, elle-même basée sur la société des ordres ou des Etats.

Mais en réalité, ces critiques manquèrent le point essentiel, à savoir que Furet et Daumard avaient démontré la remarquable persistance et ténacité d'une société aristocratique, capable de durer en s'adaptant, pendant l'expansion du XVIII^e siècle. D'une certaine façon, nos deux auteurs, en signalant cette longue durée d'une société encore fidèle au schéma des Ordres, nos deux auteurs avaient amené de l'eau au moulin de l'école de Mousnier, qui ne s'en aperçut même pas, et qui ne daigna pas utiliser cette eau pour la rotation de ses roues à aubes).

Bien entendu et plus sérieusement, on pourrait objecter à Daumard et Furet que leurs affirmations quant à la prédominance d'une société urbaine du XVIII^e siècle, valent surtout pour Paris, ville finalement peu dynamique à cette époque: cette absence de dynamisme est explicable: le secteur d'Etat en effet qui constitue le moteur ou le fer de lance de notre capitale, comme vous voudrez l'appeler, se développe assez peu au XVIII^e siècle, beaucoup moins en tout cas qu' au XVIII^e. On pourrait donc dire que les incitations financières affaiblies conduisent dans cette grande ville à une structure sociale figée et donc à une prédominance de la noblesse, classe au moins partiellement traditionnelle.

En fait, cette objection, si c'en est une, ne vaut rien! Les remarques de Daumard et Furet sur la prédominance (quant à la richesse) des groupes nobles dans nos villes du XVIII^e siècle, ont une valeur universelle, et très loin de Paris. La noblesse reste le groupe social le plus important, en ce qui concerne sa richesse individuelle et collective, même dans des villes comme Bordeaux ou elle égale sans la dépasser beaucoup la bourgeoisie négociante; et aussi plus nettement encore, à Rouen, Nantes, Toulouse, Lyon, Toulon, Orléans, Aix-en-Provence, et même Genève à sa façon, ou l'oligarchie fermée comme une caste ou comme une huître, des citoyens et des bourgeois constitue bien une manière d'aristocratie. En revanche, le cas de Marseille et pour mémoire de Bonifacio est différent. Mais Marseille à cette époque est peut-être une ville plus italienne que française ... La croissance du commerce international dans des villes comme Nantes et Bordeaux n'a pas réussi à évincer la noblesse en tant que groupe social prédominant, ou du moins égal à la bourgeoisie riche, bref en tant que groupe social à la fois traditionnel et modernisé. A Nantes, les riches négociants pour un tiers d'entre eux sont nobles ils conservent leur dynamisme économique, mais prétendent se situer désormais au sommet le plus déférentiel de la traditionnelle cascade des mépris.

Cette appréciation devrait être envisagée à la lumière d'une recherche sur la notabilité sociale dans nos villes du XVIII^e siècle,

Le problème, c'est que nous n'avons pas de bonnes études sur la mobilité sociale dans les villes ou vers les villes, à l'image de celles que Thernstrom a réalisé aux U.S.A. Nous avons seulement vu surtout de grosses thèses, du reste fort intéressantes, sur la mobilité géographique du reste intense (Poussou, pour Bordeaux).

Nous pouvons affirmer cependant dans un ordre d'idées voisin que l'écart social/lui, s'est accru, selon les cas, entre les plus pauvres et les riches, ou entre les plus pauvres et la classe moyenne; c'est ce que suggèrent en tout cas des exemples locaux très convenablement dispersés à Lyon (1), Toulouse, Genève et Chartres, même s'il y a eu un enrichissement général de la société prise dans son ensemble. Cela indiquerait pour le moins un immobilisme ou un gel social des groupes inférieurs, en tant que groupes, pour lesquels la mobilité sociale ne joue dans ces conditions qu'au titre des individus. Cette mobilité existe bien, pourtant, notamment au niveau du changement d'occupation de père à fils, dans les métiers, par exemple à Caen.

Mais si l'on essaye d'élever le débat, et d'envisager précisément les sommets de la société urbaine, on voit que la noblesse y demeure la fine pointe et le groupe de référence, l'anoblissement restant le goulot ultime pour le passage au stade supérieur d'une ascension sociale réussie.

La prédominance d'une société de déférence ou déférentielle et qui s'inspire encore quelque peu du schéma des ordres dans nos villes du XVIII^e siècle ne tient pas seulement à la fréquente prédominance de la noblesse. On peut aussi l'observer par le très grand nombre de domestiques mâles² et de servantes, et aussi à un tout autre niveau par le pullulement des ecclésiastiques et du clergé urbain. Il est vrai que ces pourcentages de personnes consacrées au service domestique et au service de Dieu tend à décroître quelque peu au dernier siècle urbain de l'Ancien régime, cependant que s'enfle le nombre absolu et relatif des citoyens producteurs et surtout transformateurs de biens matériels, bref des travailleurs, dits productifs. Cette légère décroissance des services domestiques et du clergé laisse néan-

1. Problème des dots et aussi des compagnons comparés aux maîtres artisans.

2. Voir le rôle des laquais dans les émeutes pour la délivrance des mendiants.

moins subsister au compte de ces deux groupes, des effectifs humains impressionnants. Si notre clergé national d'aujourd'hui était aussi nombreux que l'était le clergé urbain dans la France du XVIII^e siècle, la France compterait aujourd'hui plus d'un million de prêtres, moines et nonnes. Les villes de l'époque Louis XV et même Louis XVI sont réellement des forteresses cléricales au milieu d'un monde campagnard où les pourcentages de prêtres sont nettement moins élevés que dans la cité; ceci bien sûr ne doit pas conduire à sous-estimer la baisse de l'influence cléricale après 1762, avec l'expulsion des Jésuites, le déclin de la religiosité baroque, et l'essor des Lumières qui sont volontiers laïcisantes et anticléricales.

*
* *

Pour être complet sur ce problème du traditionalisme dans nos villes françaises, il me faudrait aussi envisager certains problèmes tels que la survivance de la violence primitive dans les rues et dans les faubourgs; la prédominance du commerce sur l'industriel les aspects d'urbanisme très étendus, et ce qu'on pourrait appeler la stratégie des percées de rues larges; assez différente, me semble-t-il au XVIII^e siècle de ce qu'elle deviendra au temps d'Haussmann, quand on éventrera sans pitié les villes gothiques.

J'espère pourtant en avoir assez dit pour mieux faire ressortir mon point de vue, à savoir l'urbanisation de la France au XVIII^e siècle fut relativement intense, mais elle empruntait les voies d'une société qui restait orientée vers la terre et profondément déférentielles. Certes au point de vue culturel, les choses se passèrent de façon différente. On assista à ce que Daniel Bell, pour une époque bien plus récente, a appelé la disjonction des royaumes : la société urbaine continuait à se développer selon les lignes d'une structure nettement et traditionnellement hiérarchique, voire agrarienne. Mais la culture après 1750 préparait des valeurs qui s'orientaient parfois vers un certain égalitarisme. Cette disjonction apparait de façon plus nette encore, bien évidemment dans les dernières années de l'Ancien régime et dès la Révolution.

*
* *

Le véritable changement, la modernisation non traditionnelle est nettement plus tardive que l'époque que j'envisage présentement on pourrait

qualifier ce changement, à venir, et encore lointain, par le mot d'haussmannisation.

Néanmoins, li s'agit d'un ensemble de phénomènes qui s'étaleront en fait de 1789 à 1870 et qui bien sûr continueront après cette dernière date.

Ces phénomènes concernent :

1) Une nouvelle croissance économique et démographique,
2) la révolution industrielle tardivement réalisée et les chemins de fer bien que d'assez nombreuses villes de France au XIXe siècle ignorent encore l'industrialisation, même si elles ne demeurent pas enforcées dans ses structures balzaciennes,

3) ceci a impliqué aussi le déclin de la prortoindustrialisation rurale et finalement du système des nourrices.

— Il y aura également libéralisation véritable du marché urbain des céréales, grâce notamment aux importations de blé russe et américain.

— Remplacement des émeutes de subsistance par des formes plus modernes de comportement collectif, telles que grèves, révolutions, etc.....

— Désinvestissement urbain (modéré) par rapport à la terre. Les paysans au XIXe siècle, et surtout après 1875, récupéreront une partie du sol agricole que les villes et surtout les élites urbaines avaient annexé au cours des précédents siècles.

— Un certain déclin déjà, de la société de déférence et de la prédominance noble : "noblesse et bourgeoisie se réconcilient autour des tapis verts des conseils d'administration" (E. Labrousse).

— Une sécularisation (fin de la querelle janseniste, etc.)

— L'événement définitif de la ville gothique et baroque, qui n' avait été qu'amorcé au XVIIIe siècle.

— Enfin une bureaucratisation réelle et modernisante de l'appareil d'état les villes, par la suppression de la vénalité des offices, et de l'affermage des impôts, ce qui n'implique pas du reste le déclin des rentiers de l'Etat dont le crépuscule ne surviendra qu' après 1914.